L'ample succès de la manifestation du 2 décembre montre que le monde du travail n'est pas dupe: en dépit des beaux discours sur les sacrifices équitablement répartis, il comprend que l'accord gouvernemental n'est rien d'autre qu'une nouvelle offensive de grande ampleur contre les acquis sociaux. Une offensive néolibérale qui débouchera inévitablement sur plus de misère sociale, plus d'inégalités, et moins d'emploi.

Cette offensive dictée par la finance, la Commission européenne et les agences de notation ne peut être défaite que par une contre-offensive vigoureuse et massive, un "tous ensemble" des travailleurs, des travailleuses, des jeunes et des allocataires sociaux. Pour cela, il faut une alternative qui fait payer les vrais responsables -les banques et les grands groupes capitalistes- au niveau national et au niveau européen.

Les organisations syndicales ont les moyens d'organiser cette mobilisation et d'ouvrir la voie à cette alternative. Mais leurs directions n'en ont pas la volonté. Après avoir laissé le champ libre aux politiques pendant plus de 500 jours, les porte-parole de la FGTB et de la CSC tracent pour perspective principale l'ouverture d'une négociation dans le but illusoire de "mieux équilibrer" les efforts en misant sur le "bon sens" des responsables politiques.

Ce n'est pas ainsi qu'on sauvera les prépensions et les pensions, qu'on protègera les jeunes qui quittent l'école, qu'on sauvegardera les services publics ou qu'on garantira la qualité des soins de santé. Cette stratégie d'accompagnement de la politique néolibérale et de ménagement des "amis politiques" débouchera immanquablement sur des échecs qui rendront encore plus difficile les luttes ultérieures contre de nouvelles attaques.

Il faut croire au Père Noël pour imaginer un seul instant que les partis accepteront de détricoter en négociation avec les syndicats ce qu'ils ont mis des mois à négocier jusque dans le détail des mesures. Autour du tapis vert, Di Rupo ne reculera pas sur les "réformes structurelles"

néolibérales qui sont au cœur de l'accord et qui visent à imposer une dégradation brutale du marché du travail, analogue à celle qui a été imposée en Allemagne par le chancelier social-démocrate Schröder. En particulier, la négociation ne le fera reculer ni sur l'allongement de la carrière (c'est-à-dire l'allongement du temps de travail, alors qu'il faudrait le réduire pour créer des emplois!) ni sur la précarisation croissante des chômeur-euse-s, notamment des jeunes -deux séries de mesures qui prendront le monde du travail en tenailles et dont tous/toutes feront les frais.

Il faut prendre conscience en particulier de la gravité des attaques contre les jeunes: tous ceux/toutes celles qui sont indemnisé-e-s sur base des études (articles 36) sont visé-e-s dans les 3 ans, même ceux/celles travaillant de manière régulière mais qui ne parviennent pas à reconstituer un bon code d'indemnisation, parfois pendant de nombreuses années. C'est une escalade fulgurante vers la précarisation totale de dizaines de milliers de sans-emploi, en premier lieu les jeunes et les femmes.

Face aux mesures très précises qui sont annoncées à très brève échéance, l'heure est à l'organisation du combat, pas à la négociation. La base syndicale doit donc se mobiliser et s'appuyer sur le succès du 2 décembre pour:

- Exiger la rupture de tous les liens entre les syndicats et les faux "amis politiques" qui acceptent la politique néolibérale, en particulier ceux qui mènent l'offensive gouvernementale (PS, SPa, CD&V, Cdh);

- Imposer un plan d'action digne de ce nom, comprenant une vaste "opération vérité" sur les responsables de la crise, notamment de la dette publique illégitime.